

**Charline Van Snick, Justine Henin,
Sofie Gierts, Jolien D'Hoore,
Ryad Merhy, Cynthia Bolingo,
Chloé Caulier,
Anna Van Bellinghen,
Fanny Appes, Lola Mansour...**

Par un ensemble de signataires issus du monde du sport (voir ci-dessous)

■ Lettre ouverte aux ministres et secrétaires d'État compétentes et compétents, et à tous les médias belges pour davantage d'égalité de genre au sein du sport amateur et de haut niveau.

d'alerte" qui préférera alors souvent renoncer à faire valoir ses droits pour ne pas voir sa carrière détruite.

À cause des mécanismes toxiques du milieu (conditionnement à la souffrance, soumission à l'autorité et politique de la médaille "à tout prix"), les sportives n'ont aucune alternative en cas de dérapages. Des lois ont été adoptées mais à quoi servent-elles si elles ne sont pas appliquées? Combien d'athlètes abandonnées sur le bord des pistes, des terrains, des bassins, des dojos... et de générations sacrifiées?

Cet été 2021 – soit un an après les belles déclarations du président du CIO –, les sportives et sportifs belges défendent fièrement les couleurs de la Belgique à Tokyo. Chaque athlète cherchera à se surpasser et le sport, dans toutes ses disciplines et sa diversité, sera à la fête. Nous vous adressons cette requête, afin que pour les prochains JO de Paris 2024, nous puissions réellement nous réjouir d'une égalité et d'une équité effectives entre les garçons et les filles, les hommes et les femmes, dans toutes les disciplines sportives. Vous êtes les garantes et garants de notre démocratie. Vous vous êtes engagées et engagés à lutter contre toutes les formes de discriminations, notamment sexistes. Il est de votre devoir de prendre toutes les mesures nécessaires au respect des "Droits des hommes et des femmes". Alors qu'attendez-vous pour mettre un terme à l'invisibilisation et la ségrégation, tant dans leur sphère spécifique que dans l'espace public, dont sont victimes les sportives?

→ Signataires: Charline Van Snick (judo), Sofie Gierts (hockey), Justine Henin (tennis), Jolien D'Hoore (cy-

Qu'attendez-vous pour mettre un terme à l'invisibilisation et la ségrégation dont sont victimes les sportives?

clisme sur piste), Ryad Merhy (boxe), Cynthia Bolingo (athlétisme), Chloé Caulier (escalade), Anna Van Bellinghen (haltérophilie), Fanny Appes (athlétisme), Lola Mansour (judo), Jill Boon (hockey), Eline Berings (athlétisme), Elise Vanderelst (athlétisme), Claire Michel (triathlon), Camille Laus (athlétisme), Luana Debatty (karate), Fanny Smets (athlétisme), Cecile Blondiau (rugby), Alessia Corrao (judo), Amandine Verstappen (motocross), Renaud Barral (natation synchronisée), Licai Pourtois (jiujitsu), Mohammed El Marcouchi (boxe), Thalya Culot (boxe thai), Jean-François Lenvain (ultra-marathon), Laurence Rase (taekwondo), Joy Joutet (hockey), Carole Bam (athlétisme), Fabrice Flamand (judo), Nadia Bertrand (jiujitsu), Lucas Buonopane (boxe thai), Damien Bomboir (judo), Mathias Jardin (jiujitsu), Laurine Delforge (arbitre hockey), Mehdi Datoussaid (kiné athlétisme & préparateur physique basket), David Letor (kiné judo), Dany Closset (directrice adjointe EP Loincin & psychologue du sport CAPSy), Jean Colinet (psychologue du sport CAPSy & coach basket), Damien Breviers (psychologue du sport CAPSy & Co-Director of the Addictive and Compulsive Behaviour Lab-University of Luxembourg), Apolline Vranken (architecte fondatrice de L'architecture qui dégenre), Marie-France Zicot CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active), Aurélie Aromatario (doctorante à la faculté de philosophie et sciences sociales ULB, aspirante FNRS, Atelier Genre(s)&Sexualité(s)), Tous à Bord (ASBL), Minh-Lan Nguyen (collectif Balance ton Sport) et Anne Looze (collectif Balance ton Sport).

→ La version intégrale de ce texte, ainsi que ses références, sont à retrouver sur LaLibre.be et sur le site: <https://www.balanceton sport.be/>

OPINION

Une mobilité durable ne se limite pas aux voitures électriques

■ Vers l'élargissement du budget mobilité: promouvoir la liberté de choix pour réduire les embouteillages.



Christian Leysen
Député fédéral Open VLD

L'organisation des déplacements domicile-travail pourrait être bien meilleure. On ne peut qu'applaudir l'excellente initiative qui a été lancée par le ministre des Finances Vincent Van Peteghem (CD&V) pour encourager l'utilisation de voitures électriques et l'investissement en bornes de recharge.

Cependant, nous devons élargir le débat sur l'avenir de la mobilité. Les voitures électriques ne sont qu'un aspect parmi d'autres: comment, quand et avec quels moyens de transport allons-nous nous déplacer?

Dans pas très longtemps nous nous retrouverons à nouveau dans la voiture – électrique ou non – dans les embouteillages en direction du bureau. Certes, le télétravail a du bon, mais la vie de bureau ne se limite pas aux réunions Zoom ou Teams. Même ceux qui sont contraints d'accepter la voiture de société – électrique ou non – comme une cage dorée la ressortiront tôt ou tard. Elle est une partie du package salarial bien pratique, moins chère à l'entretien et demeure, pour beaucoup, un moyen facile et bon marché de monter un cran plus haut sur l'échelle du statut social.

Poussés dans les embouteillages

Cependant, nombre d'entre eux se voient contraints d'accepter cette voiture de société ou n'ont pas nécessairement besoin d'une voiture aussi grande. En fait, nous poussons trop de gens dans les embouteillages contre leur gré. Plus encore, ce sont eux la cause des embouteillages.

Il est temps de mettre fin à cette situation. Les gens devraient avoir plus de latitude quant à leur façon de se rendre au travail. Cela pourrait être un jour en voiture à cause des enfants, ou un autre jour en train. Les employeurs devraient être en mesure de rendre ces déplacements plus faciles et plus flexibles, avec moins de règles. Les employés ne devraient pas être sanctionnés fiscalement pour (ne pas) se déplacer de manière durable, par exemple

en choisissant une voiture plus petite ou un vélo électrique, ou une combinaison avec un abonnement mobilité comme service tel que Skiplr ou Whim. Chaque trajet durable supplémentaire réduit les embouteillages et les coûts de congestion associés, ainsi que les nuisances environnementales.

Un tel basculement peut passer par la généralisation du budget mobilité. Je n'invente pas du tout l'eau chaude. Au cours de la législature précédente, un système de cash contre voiture a été introduit, grâce auquel l'échange de la voiture de société contre une part salariale exonérée est devenu possible. Cependant, cet arrangement a été annulé par la Cour constitutionnelle après une plainte des syndicats. En 2019, l'allocation mobilité, portée par Egbert Lachaert (Open VLD), a vu le jour. Les salariés ayant droit à une voiture de société peuvent opter pour ce budget, ou pour un modèle de voiture plus petit et plus respectueux de l'environnement, une combinaison avec un abonnement aux transports en commun ou, tout simplement, ne pas choisir de voiture. Deux ans après son introduction, on constate cependant que le budget mobilité, introduit avec de nobles intentions, a été conçu de manière trop restrictive. D'après les chiffres du groupe de services RH Acerta, seul 1,5 sur 1000 employés éligibles a fait le pas. Nous devons donc simplifier le budget mobilité et le rendre plus accessible.

Une mobilité plus durable signifie non seulement plus de voitures de société électriques, mais aussi une gestion différente de nos déplacements. Flexibilité et multimodalité au lieu de rigidité et uniformité. Grâce à un budget mobilité élargi, la voiture n'occupera plus une place centrale, mais on optera pour un mélange de ressources de mobilité. Moins de voitures sur la route, plus de liberté de choix.

→ Titre, chapeau et intertitre sont de la rédaction. Titre original: "La durabilité va au-delà des voitures électriques"